ZULMA
ESSAIS

L'ÂGE DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE SHOSHANA

« Un livre à lire
absolument, un acte
d'autodéfense
numérique »
Naomi Klein

ZUBOFF

Plébiscité par
The New York Times,
The Financial Times,
The Guardian
et Barack Obama

Sommaire

Préface à l'édition française

INTRODUCTION

Chapitre 1. Le futur numérique : chez-soi ou exil ?	19
I. Les questions les plus anciennes	19
II. Requiem pour un chez-soi	22
III. Qu'est-ce que le capitalisme de surveillance ?	25
IV. Le sans-précédent	30
V. Le marionnettiste, non la marionnette	33
VI. Plan, thèmes et sources de ce livre	37
PREMIÈRE PARTIE	
LES FONDEMENTS DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE	
Chapitre 2. 9 août 2011 : où l'on pose les bases du capitalisme de surveillance	49
I. Le hold-up d'Apple	50
II. Les deux modernités	54
III. L'habitat néolibéral	62
IV. L'instabilité de la deuxième modernité	67
V. Une troisième modernité	73
VI. Le capitalisme de surveillance comble le vide	80
VII. Pour un avenir humain	84
VIII. Identifier et domestiquer	93

Chapitre 3. La découverte du surplus comportemental	95
I. Google: le pionnier du capitalisme de surveillance	95
II. Un équilibre des pouvoirs	100
III. Recherche du capitalisme: L'argent impatient et l'état d'exception	105
IV. La découverte du surplus comportemental	109
V. Le surplus à grande échelle	120
VI. Une invention humaine	124
VII. Les secrets de l'extraction	127
VIII. Résumer la logique et les opérations du capitalisme de surveillance	134
Chapitre 4. Les douves autour du château	141
I. Ressources naturelles humaines	141
II. La stratégie du cri pour la liberté	145
III. Le refuge: l'héritage néolibéral	153
IV. Le refuge: l'exceptionnalisme de la surveillance	160
V. Fortifications	171
Chapitre 5. L'élaboration du capitalisme de surveillance: kidnapper, accaparer, rivaliser	181
I. L'impératif d'extraction	181
II. Accaparés	184
III. Le cycle de dépossession	193
IV. Les chiens de l'audace	215
V. La compétition pour la dépossession	219
VI. Le chant des sirènes des revenus de surveillance	229
Chapitre 6. Pris en otage: la division du savoir dans la société	243
I. Les déclarations de Google	243
II. Qui sait?	248
III. Le capital de surveillance et les deux textes	252
IV. Le nouveau clergé	257
V. La privatisation de la division du savoir dans la société	261
VI. Le pouvoir du sans-précédent: récapitulation	264
DEUXIÈME PARTIE	
L'AVANCÉE DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE	
Chapitre 7. Le commerce du réel	271
I. L'impératif de prédiction	271

II. La tendre conquête des animaux en liberté	279
III. Troupeaux humains	282
IV. La realpolitik du capitalisme de surveillance	285
V. La certitude comme source de profit	289
VI. Exécuter le décontrat	297
VII. L'inévitabilisme	301
VIII. Ce sont les hommes qui l'ont fabriqué	306
IX. La conquête du terrain	309
Chapitre 8. La restitution: de l'expérience aux données	315
I. Les termes de la soumission à la restitution	315
II. La restitution du corps	327
Chapitre 9. La restitution depuis les profondeurs	345
I. La personnalisation comme conquête	345
II. La restitution du moi	364
III. Émotion automatique	381
IV. Quand ils viendront pour ma vérité	391
Chapitre 10. Faites-les danser	395
I. Économies d'action	395
II. C'est Facebook qui écrit la musique	403
III. Pokémon Go! Go!	416
IV. Mais quels étaient les moyens de modification des comportements?	429
Chapitre 11. Le droit au temps futur	443
I. Je veux vouloir	443
II. Nous voulons vouloir	448
III. Comment s'en sont-ils tirés à si bon compte?	454
IV. Prophétie	465
TROISIÈME PARTIE	
DU POUVOIR INSTRUMENTARIEN POUR UNE TROISIÈME MODERNITÉ	
Chapitre 12. Deux types de pouvoir	471
I. Un retour au sans-précédent	471
II. Le totalitarisme comme nouveau type de pouvoir	474
III. Un horizon contraire	482

IV. L'Autre / the Other-One	484
V. Contre la liberté	490
VI. Une technologie du comportement humain	494
VII. Deux utopies	497
Chapitre 13. Big Other et l'essor du pouvoir instrumentarien	503
I. L'instrumentarisme comme nouveau type de pouvoir	503
II. Un projet de marché de la certitude totale	508
III. La malédiction de notre siècle	512
IV. Le syndrome chinois	519
V. La route bifurquée	528
Chapitre 14. Une utopie de la certitude	531
I. La société vue comme l'Autre	531
II. La totalité inclut la société	533
III. L'utopisme appliqué	539
IV. La convergence comme relations automatisées	543
V. La convergence comme société	548
Chapitre 15. Le collectif instrumentarien	553
I. Les grands prêtres du pouvoir instrumentarien	553
II. Quand Big Other dévore la société : la restitution des relations sociales	557
III. Les principes d'une société instrumentarienne	571
IV. La troisième modernité de la ruche	588
Chapitre 16. De la vie dans la ruche	591
I. Nos canaris dans la mine	591
II. La main et le gant	596
III. Une preuve d'existence	602
IV. La prochaine nature humaine	613
V. Retour au troupeau	618
VI. No exit	625
Chapitre 17. Le droit au sanctuaire	631
I. Big Other dépasse la société	631
II. La justice comme nouvelle frontière du pouvoir	637
III. Toute licorne a son prédateur	647

CONCLUSION

Chapitre 18. Un coup d'en haut	657
I. Liberté et savoir	657
II. Après la réciprocité	662
III. Le nouveau collectivisme et ses maîtres de l'indifférence radicale	669
IV. Qu'est-ce que le capitalisme de surveillance ?	679
V. Capitalisme de surveillance et démocratie	684
VI. Être la friction	688
Remerciements	697
Notes	701
Index	805

Ces textes ont encore gagné en intensité. La situation est urgente. Pendant quatre mois de pérégrinations, de la publication du livre à la rentrée, j'ai discuté avec des lecteurs de tous les âges, en Europe et aux États-Unis. Deux phénomènes m'ont surpris. Premièrement, ces auditoires étaient de plus en plus nombreux et semblés de plus en plus habitués par le besoin d'agir. Deuxièmement, à chacune de ces présentations, j'ai demandé aux lecteurs de m'indiquer quel aspect incarnait le mieux leur inquiétude. Les réponses ont été remarquablement identiques, dans quelque pays, quelque ville, quelque langue : liberté, contrôle, démocratie, responsabilité, justice, respect de la vie privée, résistance, manipulation, intégrité, confiance, manipulation, loi, justice. Ces termes ont incarné un nouveau type de pouvoir qui, pesant sur le cours de notre vie quotidienne, surveille, suit, cible, analyse, manipule et contrôle des individus, des

groupes, des populations. Mais quelle est l'origine de ce pouvoir ? Est-ce nécessairement sous sa botte qu'on doit vivre l'ère du numérique ? Ou n'est-ce qu'une sinistre dérive des pratiques d'une poignée d'entreprises ? Comme je le démontre dans ces pages, la véritable origine de ce pouvoir et de son poids est le *capitalisme de surveillance* : une nouvelle forme de marché qui revendique l'expérience humaine privée comme matière première dont elle se sert dans des opérations secrètes d'extraction, de production et de vente. L'économie de la surveillance est devenue l'expression dominante du capitalisme dans l'ère numérique ; elle a pris racine et a prospéré dans les vingt premières années du siècle numérique sans opposition réelle de la part de la loi et des institutions démocratiques.

» L'économie de la surveillance telle que je la décris dans les premiers chapitres de cet ouvrage entraîne de nombreuses perturbations que l'on retrouve régulièrement en une des journaux sans en saisir nécessairement la source, ni la logique : le pouvoir des géants de la technologie – pouvoir dont ils n'ont à répondre devant personne – et leur destruction du sanctuaire humain ; la captation illicite de l'expérience humaine qui leur permet d'effectuer des opérations de micro-ciblage, de manipulation des comportements et de contrôle social ; leur écosystème d'applicatifs et d'entreprises spécialisées dans les services de surveillance ; leur mainmise sur le monde du numérique ; la manière dont ils possèdent et gèrent non seulement Internet mais aussi les principales infrastructures de l'information et de la communication, si essentielles à l'exercice de toute fonction sociétale ; le *coup des gens* commis par eux, qui leur permet de défier les institutions démocratiques et, à terme, de les remplacer par une gouvernance informatique visant au profit ; le fléau empoisonné de la désinformation lucrative ; les extrêmes concentrations de savoir, de richesse et de pouvoir qui produisent des inégalités sociales de natures inédites ; un vide politique que devraient combler de nouveaux droits humains, de nouvelles lois ; la collusion entre le gouvernement américain et les entreprises technologiques, qui protège et nourrit le pouvoir privé de ces dernières, mettant en danger toutes les démocraties libérales et diminuant les droits démocratiques de tous les citoyens.

» Le capitalisme de surveillance a été inventé en 2001 – c'est aussi l'année durant laquelle la « guerre contre la terreur » déclarée par les États-Unis et l'obsession de « l'information totale » qui en a découlé se sont emparées de l'imaginaire du gouvernement américain et, d'une certaine manière, de presque toutes les démocraties du monde. Aux États-Unis, la doctrine non écrite de ce que j'appelle « l'exceptionnalisme de la surveillance » a permis à des entreprises du Net, alors balbutiantes, de développer leurs capacités à la surveillance, à la captation de données et à l'analyse sans en être empêchées par quelque loi, quelque règlement ou quelque principe constitutionnel que ce soit.

» Une dizaine d'années plus tard, elles pouvaient proclamer « Mission accomplie ! » En 2013, le directeur du Renseignement de la CIA livrait cet aveu stupéfiant : « *Nous sommes quasiment en mesure d'informatiser toutes les informations générées par les êtres humains.* » La caractéristique principale de la mission technologique de la CIA, expliquait-il, était de « profiter [...] des flots massifs d'information qui étaient apparus sur la planète ». Ces « flots » n'étaient autres que les chaînes d'approvisionnement du capitalisme de surveillance, transportant l'information générée par les êtres humains par des mécanismes cachés d'extraction et de datafication mis au point par les entreprises vers des opérations exclusives et secrètes d'analyse et de vente. Le directeur du Renseignement n'a aucun scrupule à reconnaître la dette de la CIA envers ces pratiques sans précédent : Google (« qui fournit des masses de choses »), Facebook (« 35 % de la production mondiale de photographie numérique ! »), YouTube (« le seul stock du monde qui atteint et dépasse l'exaoctet ! »), Twitter (« 4 500 tweets par seconde ») et les entreprises de télécommunications (« tous ces SMS, tous ces coups de fil sur les portables ! »). « Vous êtes déjà une plateforme ambulante de capteurs », déclarait le directeur du Renseignement de la CIA à ses auditeurs. Trois mois plus tard, Edward Snowden apparaissait sur la scène mondiale et mettait en lumière le rôle fondamental des entreprises technologiques en la matière : ce sont elles qui secrètent ces nouveaux et immenses continents de données personnelles. En octobre 2013, Michael Hayden, ancien directeur

de la NSA et de la CIA, méditait sur l'après-11 septembre : la CIA, remarquait-il, « pourrait à juste titre être accusée d'avoir militarisé Internet ».

Le gouvernement américain n'est pas le seul à avoir bénéficié de la production de données personnelles par les entreprises technologiques en dehors de tout respect de la Constitution. Une vaste étude universitaire portant sur l'accès systématique des gouvernements aux données produites par le secteur privé dans treize pays, y compris les démocraties que sont la France, l'Allemagne, Israël, l'Italie, le Brésil, le Canada, les États-Unis, l'Australie, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud, relève « une agrégation croissante des données personnelles aux mains des entreprises privées » et conclut que tous les gouvernements concernés par l'étude pratiquent la « collecte de masse », qui est une accumulation de données « sans suspicions ciblées ». Ces deux phénomènes ont leur origine dans le capitalisme de surveillance.

Pendant les vingt premières années du siècle numérique, période essentielle, et tandis que le capitalisme de surveillance pouvait s'enraciner et prospérer en Occident, la Chine a affiné sa vision spécifique de l'avenir numérique. L'État autoritaire chinois a imaginé, développé et appliqué avec pugnacité une approche des technologies numériques qui promeut sa propre forme de gouvernement autoritaire à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières. La réponse chinoise à la pandémie de Covid-19, dans son hyper-technologie, a juste ajouté un chapitre à un programme de longue haleine, techno-autoritaire s'il en est, et en contradiction fondamentale avec les valeurs et les aspirations des démocraties libérales. La politique intérieure et extérieure de la Chine allie systèmes de surveillance et intelligence artificielle pour imposer une gouvernance informatique, outil de la consolidation du savoir sans faille de l'État et de son contrôle absolu sur les citoyens et la société.

Pendant que la Chine élaborait sa feuille de route vers un avenir numérique et autoritaire, les démocraties libérales n'ont pas su construire leur propre vision cohérente d'un futur technologique qui promeuve les formes démocratiques de gouvernement.

Cet échec à structurer des perspectives pour notre siècle numérique reflète nos vingt dernières années de peur et d'ambivalence. Les démocraties occidentales en effet n'ont su choisir entre les charmes de la certitude et du contrôle, d'une part, et d'autre part les principes de la souveraineté individuelle enracinés dans les droits, l'égalité, l'état de droit et la gouvernance démocratique.

Le capitalisme de surveillance a rempli le vide créé par cette inertie. Les démocraties libérales ont livré l'architecture du futur numérique aux entreprises privées du secteur technologique dont elles dépendent à présent pour leurs capacités de surveillance. Résultat : une poignée d'entreprises de la technologie se sont, en un temps record, métamorphosées en empires de la surveillance pesant chacune des centaines de milliards de dollars. Mais aussi : une dérive de vingt années vers la normalisation anti-démocratique de systèmes de surveillance et de contrôle des comportements, un projet de marché lucratif qui navigue sous le pavillon du capitalisme de surveillance privé. Au lieu de vivre un Âge d'or numérique qu'accompagnerait la démocratisation promise de l'information, nous avons été relégués vers des temps féodaux, les empires de la surveillance privée parvenant à des concentrations sans précédent de savoir et au pouvoir injustifié qui découle de ce savoir. Le fossé entre ce que je peux savoir et ce qui peut être su à mon sujet s'élargit, créant un abîme plus inquiétant encore entre ce que je peux faire et ce qu'on peut me faire. Le savoir illicite et le pouvoir injustifié du capitalisme de surveillance, tels qu'ils sont décrits dans ces pages, menacent de défaire la démocratie tout en refondant l'ordre social.

Parfois les choses disparaissent avec le temps. Parfois elles se renforcent – et parfois ce renforcement annonce leur fin. L'insolence et la visibilité croissantes du capitalisme de surveillance convoquent la prise de risque et la résistance ; en dernière instance, je le crois, elles déclencheront une exigence irrésistible de vrai changement. Le retour de manivelle social est déjà patent ; le grand public évolue remarquablement sur ces questions, nous en avons déjà de nombreux indices. Les révélations stupéfiantes sur le scandale de Cambridge Analytica ont constitué un tournant. Plus

récemment, l'excès d'orgueil démontré par les capitalistes de surveillance en réponse à la pandémie de Covid-19 a fait l'objet d'un discours critique d'une nature nouvelle ; les citoyens se font sceptiques et les contre-attaques ne manquent pas. Ces expériences globales et partagées par tous attirent l'attention sur notre condition historique et mettent en lumière ce compartiment vide du XXI^e siècle où devrait se loger le pouvoir démocratique : *Nous avançons nus dans le siècle numérique sans les institutions, sans les chartes de droit, les cadres juridiques, les paradigmes réglementaires et les formes de gouvernance nécessaires à la création d'un futur numérique compatible avec la démocratie.*

Cette condition commune peut se comparer à ce que serait une traversée du XX^e siècle sans les lois qui interdisent le travail des enfants ou instituent un salaire minimum ; sans le droit de se syndiquer, de faire grève et de négociation collective ; sans le droit du consommateur à des aliments, à des produits et à des médicaments qui n'altèrent pas sa santé ; sans les institutions et les lois qui contrôlent la sécurité et l'hygiène des lieux de travail, les relations employeurs/employés, la concurrence et le commerce équitables, la protection de l'environnement, la santé publique, le droit au logement et à l'éducation ; sans la protection sociale, rempart contre la maladie, le chômage, le vieillissement, et j'en oublie. Ces institutions sont nées des luttes que les citoyens et les législateurs ont menées pour rétablir l'équilibre entre le travail et le capital, faisant du capitalisme industriel une pratique compatible avec la démocratie au XX^e siècle.

Les législateurs de l'Union européenne, du Royaume-Uni et – oui, des États-Unis – ont enfin ouvert les yeux sur ce qui est le défi du siècle ; la France a en la matière un rôle de leadership essentiel. Les dix prochaines années seront décisives. Il nous faut deux choses pour réussir. Premièrement, que ceux qui font les lois et les politiques publiques aient le soutien du peuple. Les citoyens doivent joindre leurs voix à des formes nouvelles d'action collective. Deuxièmement, nous ne pouvons lutter contre ce que nous ne comprenons pas. La maîtrise des faits et de leurs implications est essentielle. La nature du pouvoir exercé par le capitalisme de

surveillance pour contrôler les individus et la société ne se compare à rien dans notre répertoire historique. C'est une créature du XXI^e siècle qui ne peut être domptée que par des droits et des lois du XXI^e siècle – qui attendent encore d'être formalisés. Si nous voulons combattre cette créature avec quelque espérance de succès, il nous faut la connaître en profondeur.

Parfois les choses disparaissent avec le temps. Parfois elles se renforcent. Mon espoir est que cet essai contribue au renforcement de votre compréhension et de votre pouvoir.

SHOSHANA ZUBOFF
28 août 2020

INTRODUCTION